

Que représente le mouvement « Occupy » ?

- Il fait partie d'une conjoncture de montée des luttes populaires à travers le monde (révoltes arabes, grandes luttes de masses en Europe – Grèce, Espagne, Portugal, dans une moindre mesure la France et l'Angleterre – au Chili, etc.).
- Ce sont des luttes aux formes et à l'intensité très diverses, selon des contextes sociaux et politiques très différents, mais qui ont un dénominateur commun, une même origine : une très profonde crise du capitalisme mondial déclenchée en 2008 et qui continue de se développer.
- La crise s'est manifestée d'abord comme une crise financière (krach boursier et faillites bancaires), puis comme une récession (baisse de la production, fermetures d'usines et chômage), enfin récemment comme une crise des déficits et des dettes publiques avec son train de politiques d'austérité budgétaire partout dans le monde. Aujourd'hui, la relance menace de s'étouffer, le système financier est très fragile et la crise semble sur le point de s'approfondir.
- Pour la majorité de la population, c'est une période d'appauvrissement violent. Les classes populaires sont doublement attaquées, à la fois par la crise elle-même et par les politiques de sortie de crise.

Le mouvement contestataire « Occupy » naît de la crise du capitalisme, mais a-t-il les capacités de répondre adéquatement à cette crise ? Quelle contribution peut-il apporter ? Ce n'est pas déterminé d'avance. Selon nous, cela dépend des réponses qu'on apporte à quelques questions fondamentales :

1. Qui cherche-t-on à mobiliser ? Sur la base de quels intérêts ?
2. Quels sont les objectifs de la lutte ? À quoi voulons-nous concrètement arriver ?
3. Quels moyens sont nécessaires ? Quelle stratégie et quelles tactiques proposons-nous ?

Qui cherche-t-on à mobiliser ? Sur la base de quels intérêts ?

Les possibilités d'un mouvement reposent largement sur la composition de classe de sa base, des gens qu'il interpelle et qu'il mobilise.

- Les seuls mouvements qui ont le potentiel de remettre radicalement en question l'ordre social, ce sont ceux qui s'appuient sur les catégories de la population qui ont le plus intérêt à transformer la société, autrement dit les classes sociales les plus exploitées et les groupes les plus opprimés.
- Ceux et celles qui « n'ont à perdre que leurs chaînes » sont susceptibles de se battre jusqu'au bout pour changer les choses. Ceux et celles qui ont surtout du pouvoir et des privilèges à perdre ont toutes les chances de se ranger derrière la défense du statu quo.

Le discours qui se revendique des 99 % offre un portrait déformé des rapports de force au Canada ou dans les pays capitalistes développés en général. Il ne correspond pas à la réelle opposition des intérêts contradictoires qui divise la population.

- Le clivage le plus déterminant qui départage les groupes d'intérêts, c'est celui qui sépare d'un côté les propriétaires et les gestionnaires des moyens de production (des capitaux) et de l'autre les gens dépossédés de moyens de production et qui vivent de la vente de leur force de travail contre un salaire. Les uns vivent du travail salarié, les autres de l'exploitation du travail salarié.
- Ce sont les deux classes sociales fondamentales de notre société, la bourgeoisie et le prolétariat. Entre les deux se trouvent diverses couches sociales intermédiaires, plus ou moins riches, qui ont généralement plus de contrôle sur leur travail et leurs conditions de vie. C'est la petite-bourgeoisie, qui oscille souvent entre la bourgeoisie et le prolétariat. Dans les conflits sociaux, dans la lutte des classes, une partie de la petite-bourgeoisie a tendance à se ranger derrière la bourgeoisie, une autre derrière le prolétariat.
- La classe qui est porteuse de grande transformation sociale, c'est évidemment le prolétariat. On l'évalue à environ 60 % de la population canadienne. Et au sein du prolétariat, on distingue certains groupes particulièrement exploités : les travailleurs et travailleuses pauvres « au bas de l'échelle », les sans emploi, les femmes, les prolétaires issues de l'immigration ou de minorités visibles discriminées. À quoi il faut ajouter les membres des nations autochtones qui vivent dans des conditions souvent misérables et sous un statut colonial.
- À l'opposé, la bourgeoisie représente environ 5 à 10 % de la population, mais elle peut compter sur des forces plus nombreuses grâce à l'appui fidèle d'alliés qui tirent des privilèges significatifs de la société capitaliste et qui seront déterminés à la défendre.

Un mouvement qui voudrait se donner les moyens de changer les choses ne peut pas se permettre de s'adresser à la population « en général ».

- Le mouvement « Occupy » lui-même n'est pas représentatif de la population « en général ». On y trouve une surreprésentation des classes dites « moyennes » (la petite-bourgeoisie et les couches plus privilégiées du prolétariat). La question importante est de savoir : à quels intérêts on s'identifie, de quelle classe sociale est-ce qu'on prend le parti, vers qui se tourne-t-on pour mobiliser ?
- Il faut se tourner vers les quartiers populaires et immigrants et les milieux de travail du prolétariat.

Quels sont les objectifs de la lutte ? À quoi voulons-nous concrètement arriver ?

Beaucoup de monde se rejoignent dans l'indignation face aux injustices sociales, aux désastres écologiques, aux guerres d'agression, etc. Un mouvement comme « Occupy » peut même facilement rallier beaucoup de gens autour d'une volonté de « changer les choses », de « transformer radicalement la société ».

- Mais ce sont des idées très générales. C'est peut-être suffisant pour rassembler des gens, mais ce n'est pas suffisant pour avancer, pour devenir une force sociale et politique agissante qui transforme effectivement les choses.
- Pour avoir cette capacité-là, il faut se regrouper autour d'idées et de propositions plus précises et plus concrètes, d'objectifs mieux définis.

La principale caractéristique de la société dans laquelle on vit et qu'on veut changer, c'est d'être une société capitaliste. L'essentiel des biens et services consommés est produit par des entreprises qui existent pour faire du profit, et l'essentiel des gens tirent leurs revenus soit des profits, soit d'un travail salarié.

C'est pour cette raison que l'essentiel des propositions de transformation sociale peuvent être regroupés en deux grandes catégories :

1. Les positions réformistes, qui ont pour objectif de changer les choses à l'intérieur des limites du capitalisme. Par exemple : réformer le système monétaire, réglementer et taxer les transactions financières, redistribuer la richesse par l'impôt, financer des programmes sociaux et des services publics pour aider les populations victimes du capitalisme.
2. Les positions révolutionnaires, qui veulent abolir le capitalisme en tant que tel, qui veulent le remplacer par une autre façon d'organiser la société et l'économie de manière démocratique et égalitaire.

Les positions réformistes partent de l'idée que le capitalisme est fondamentalement capable de satisfaire les besoins et de respecter les droits de l'ensemble de la population, qu'il peut respecter les équilibres écologiques, qu'il peut permettre aux différents peuples de vivre en paix. Il faut seulement l'encadrer et en éliminer les abus, les excès.

Selon nous, c'est la dynamique même du capitalisme qui produit nécessairement les inégalités sociales, la dévastation des écosystèmes, les guerres impérialistes, les crises économiques et sociales, qui concentre le pouvoir politique entre quelques mains, même dans des régimes qui se prétendent démocratiques.

- La loi fondamentale du capitalisme, c'est l'accumulation du profit grâce à l'exploitation du travail salarié.
- Dans la concurrence que les capitalistes se mènent pour l'accumulation du profit, ils sont condamnés à chercher à abaisser les salaires et à concentrer la richesse.
- Il n'y a jamais eu de capitalisme à visage humain. À toutes les époques, il a produit de la misère et il a représenté pour les travailleurs et les travailleuses une lutte constante pour défendre leurs conditions de vie. Il a toujours fait des pays capitalistes les plus développés des puissances impérialistes qui se partagent et se soumettent le reste du monde.

Un mouvement qui voudrait transformer radicalement la société doit nécessairement s'attaquer à ce défi central et fondamental et faire ce simple constat : l'avenir de l'humanité passe par le renversement du capitalisme, il faut en finir avec ce système.

Plusieurs personnes, même dans le prolétariat, ne sont peut-être pas prêtes à envisager le renversement du capitalisme.

- C'est normal, étant donné que ce sont les capitalistes qui produisent et diffusent massivement l'idéologie dominante.
- On n'amènera pas ces personnes à changer d'idée en leur laissant croire qu'elles peuvent régler leurs problèmes à l'intérieur du capitalisme. Au contraire, on risque d'alimenter leur sentiment d'impuissance et leur résignation.
- Ça montre seulement qu'il y a dès aujourd'hui un grand travail à faire pour diffuser et défendre les idées révolutionnaires. La meilleure façon de rallier des gens à une idée, c'est encore d'avoir le courage de la défendre.
- Ce qui est certain, c'est qu'il y a déjà aujourd'hui beaucoup de gens ouverts à l'idée de se sortir du capitalisme, mais qu'ils et elles ont besoin de se reconnaître, d'être regroupés et de s'organiser.

Quels moyens sont nécessaires ? Quelle stratégie et quelles tactiques proposons-nous ?

Renverser le capitalisme, cela suppose une lutte politique de grande envergure et de longue haleine. Disons-le tout de suite, ce sera difficile.

- Aucune classe dominante à travers l'histoire ne s'est laissée déposséder sans une résistance acharnée.
- Au contraire, elles ont toujours réagi très violemment à toute menace à leurs intérêts, même aux menaces partielles. La bourgeoisie en a donné de nombreux exemples depuis 200 ans qu'elle est au pouvoir : répression des grèves, loi des mesures de guerre, contre-révolutions, coups d'État, invasions étrangères.

Le campement « Occupons Montréal » a réussi à rassembler des gens. Il a groupé des forces potentielles. Mais en lui-même, il ne constitue pas une menace à la société capitaliste.

- Ce serait une illusion de croire qu'on peut s'extraire de la société et recréer une société alternative en marge.
- Le maintien de l'occupation dépend essentiellement de la tolérance des autorités.
- Tout ce qui se consomme au sein de l'occupation est de près ou de loin le produit d'un travail salarié et exploité au sein de l'économie capitaliste, même s'il fait l'objet d'un partage ici.
- Pendant ce temps, la société capitaliste continue de tourner sans être entravée.

Pour qu'une expérience comme celle-là puisse faire une différence, elle doit servir de tremplin au déploiement d'une intense activité révolutionnaire.

- Diffuser un point de vue révolutionnaire à travers nos propres médias : tracts, journaux, affiches, Internet, manifestations ; aller discuter de politique directement avec les gens, là où ils et elles se trouvent (lieux publics, transport en commun, etc.).
- Multiplier les comités de lutte dans les quartiers populaires, dans les milieux de travail, dans les campus scolaires.

- Organiser des actions qui attaquent les intérêts capitalistes : appui à des grévistes dans un conflit de travail, dénonciation d'industries polluantes, occupation d'usines menacées de fermeture, action contre le profilage racial de la police, etc.
- S'organiser pour être capables d'affronter la répression de l'État capitaliste, qui veille à la sauvegarde des intérêts des capitalistes dans leur ensemble.

Selon nous, la façon la plus sûre de pouvoir mener cette lutte jusqu'au bout, c'est de s'organiser dans un parti révolutionnaire, une organisation qui incarne une stratégie révolutionnaire, qui regroupe des forces et qui est en mesure de passer au travers des avancées et des reculs de la lutte révolutionnaire.

Des militantes et militants du Parti communiste révolutionnaire (PCR)
Montréal, le 29 octobre 2011